

ENQUÊTE PUBLIQUE CNW

CONTESTATIONS SUR LA PROCEDURE

	Enquête publique-aspect légal	Remarques
1	Heure de fermeture suspect à Wavre pour une enquête publique : 09h du matin !	Est-il légal de fermer une enquête à la minute même de l'ouverture du service de l'urbanisme à Wavre : à 9 h du matin ?
2	L'enquête publique pour le CNW en 2017 porte en théorie sur une durée de trente jours mais en pratique: 29 jours à Wavre.	La fermeture de l'enquête publique à 9h du matin (!) le 30ième jour à la minute même d'ouverture normale du service Urbanisme de Wavre implique un durée réelle à Wavre non conforme et seulement de 29 jours.
3	Illisibilité de l'affichage pour la commune de Wavre (Cfr photos et affiches)	L'affichage implique que les panneaux puissent être lus malgré les conditions climatiques (pluies)... Les panneaux de Wavre recouvert de plastique piégant l'humidité sont devenus illisibles dès les premières pluies. Un exemple d'affiches a été prélevé après l'enquête et est disponible pour appuyer cette affirmation. Des photos sont aussi disponibles.
4	Non remplacement des affiches par la commune de Wavre	Plusieurs affiches détachées n'ont pas été remplacées pendant plusieurs jours.
5	L'enquête publique est annoncée tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans les pages locales de trois quotidiens d'expression française ou allemande selon le cas ; s'il existe un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire distribués gratuitement à la population, l'avis y est inséré	A vérifier si ces exigences légales ont été appliquées par les deux communes. L'argument (dans la décision) que "si il y a eu plus de 4000 lettres, c'est que les gens étaient au courant" n'est pas correct. Les personnes qui ont écrit ont été mis au courant par notre stand, notre site web et nos flyers dans les boîtes. Car, en fait, jusqu'à la dernière minute de l'enquête, un grand nombre de personnes n'était pas au courant dans la région !
6	Accusés de reception Timing illégal	Plus de 5 semaines après la fin de l'enquête (en date du 29/1/2018), les accusés de reception officiels n'avaient toujours pas été envoyés par la commune de Wavre.